

BUDGET BAYROU

**pas d'économies
sur nos vies !**

Le gouvernement Bayrou a dévoilé son projet de budget 2026. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », il propose un plan d'austérité qui n'a qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses, aux retraité-es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé-es d'emploi, aux étudiant-es... C'est non !

TOUJOURS MOINS POUR NOUS

Coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la justice, des transports : c'est la casse du service public qui s'organise. Les suppressions de postes s'enchaînent. Les salaires stagnent. Les retraites sont rabotées. Les allocations notamment celle du chômage sont attaquées.

TOUJOURS PLUS POUR LES PATRONS

Pendant qu'on nous demande de « faire des efforts », le patronat continue de se gaver. Au moins 211 milliards d'euros d'aides publiques sont distribués chaque année aux entreprises, sans conditions, sans contrôle, sans contreparties. Ces aides finissent trop souvent... en dividendes. En 2024, ce sont 97 milliards d'euros qui ont été reversés aux actionnaires du CAC 40 tandis que

ces grandes entreprises réalisent des profits records (131 milliards d'euros en 2024). De l'argent, il y en a !

VRAIMENT PLUS POUR LES PATRONS

Et comme si cela ne suffisait pas, F. Bayrou a annoncé une nouvelle réforme du code du travail. Alors qu'il souhaite offrir des journées de travail gratuit au patronat par la suppression de deux jours fériés, il a également annoncé vouloir passer une étape supplémentaire dans la destruction des protections offertes par le code du travail et les accords collectifs.

Réduire le délai de contestation d'un licenciement, faciliter le renouvellement des périodes d'essai, faciliter le recours aux CDD et à l'intérim, augmenter le temps de travail, créer de nouveaux jours de carence... Voilà quelques pistes pour « moderniser le marché du travail ». C'est plutôt le grand retour en arrière !

L'AUSTÉRITÉ NEST PAS UNE FATALITÉ

Couper dans les services publics, c'est un choix. Ne pas taxer les ultra-riches, c'est un choix. Refuser d'imposer les grandes entreprises, c'est un choix. Casser le code du travail, c'est un choix. Précariser les salarié-es et les allocataires, c'est encore un choix. Faire croire qu'il n'est pas possible de faire autrement c'est tenter d'éviter le débat sur la société dont nous voulons.

ILS ATTAQUENT, NOUS RIPOSTONS

Gouvernement et patronat ne comprennent qu'un langage : le rapport de force. Les avancées sociales n'ont jamais été offertes. Elles ont été gagnées par la lutte. C'est par les grèves, les manifestations, l'organisation collective, que nous

pourrons bloquer ce projet de budget et imposer d'autres choix.

UN AUTRE CHOIX DE SOCIÉTÉ EST POSSIBLE

Ce que nous défendons, ce sont des vies dignes. Des écoles qui accueillent toutes et tous les enfants dans de bonnes conditions. Des hôpitaux qui soignent sans délai et des soignant·es dont les conditions de travail sont respectées. Des transports accessibles et écologiques. Des services publics accessibles sur tout le territoire. Des retraites et des allocations chômage décentes. Des salaires qui permettent de vivre et non survivre. L'argent existe pour financer tout cela. Il est dans les caisses du patronat et dans les poches des actionnaires.

Face à ce projet dont seuls les plus riches sortent gagnants nous exigeons :

- › La suppression des aides publiques aux entreprises sans condition sociale ni écologique.
- › Une fiscalité plus juste : taxer les super-profits, les dividendes et les grandes fortunes
- › Une protection sociale à hauteur des besoins sociaux en mettant notamment fin aux 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales.
- › Des investissements massifs dans les services publics, les salaires, l'emploi, la transition écologique.

Ce budget d'austérité est l'arbre qui cache la forêt d'un modèle à bout de souffle. Nous n'acceptons pas une société fondée sur l'exploitation, l'injustice et les inégalités. Nous portons un autre projet : solidaire,

écologique, féministe, antiraciste. Cela passe par une répartition radicalement différente des richesses.

LUTTER, S'ORGANISER, GAGNER

Face à un gouvernement au service des puissants, notre force, c'est notre nombre. L'Union syndicale Solidaires appelle à construire, partout, des mobilisations. Grèves, manifestations, actions : ne laissons pas passer le budget 2026 sans riposte.

PAS D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES. DE L'ARGENT, IL Y EN A. ALLONS LE CHERCHER ENSEMBLE.

RÉTABLIR LA VÉRITÉ SUR LA DETTE !

Lors de sa présentation du budget envisagé pour 2026, François Bayrou n'a eu de cesse d'invoquer la dette publique pour justifier les attaques contre notre modèle social. La dette publique et la dette des ménages sont deux choses distinctes et absolument pas comparables : un ménage ne peut pas émettre des titres pour se financer, il ne peut pas emprunter pour rembourser son emprunt, le coût des intérêts lui est bien moins favorable etc.

Cette comparaison n'est évidemment pas anodine, c'est un choix idéologique. Cela permet de présenter l'État comme étant inconsidérément dépensier pour discréditer son action pour l'intérêt général et justifier ainsi la réduction des dépenses publiques.

Des mensonges pour casser notre modèle social : Les dépenses publiques ne sont pas responsables de l'augmentation de la dette !

Selon le gouvernement, nous serions « accros » aux dépenses publiques et c'est pour cela que la dette ne cesserait d'augmenter. Or, quoiqu'en dise le gouvernement, celles-ci restent stables depuis 2017.

Si ces dernières années, la dette publique a augmenté c'est parce que le déficit a été creusé par la baisse des recettes. Cette baisse de recettes provient essentiellement des politiques fiscales mises en place depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, qui n'ont eu de cesse de favoriser les plus fortunés et les grandes entreprises en baisse d'impôts, exonérations et cadeaux fiscaux.

Des mensonges pour nous faire payer ! Ne nous laissons pas avoir !

Toutes les contre-vérités avancées par François Bayrou ne servent qu'à une chose, nous faire peur et nous faire accepter que c'est aux salarié·es, fonctionnaires, malades et retraité·es de payer l'addition.

SE SYNDIQUER



Union syndicale
Solidaires